Paul PRESTON, Une guerre d'extermination, Espagne (1936-1945)

Paris, Belin, coll. « Contemporaines », 2016, 848 p.

François Weiser

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/45125>

DOI : 10.4000/assr.45125

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 348-350

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

François Weiser, « Paul PRESTON, Une guerre d'extermination, Espagne (1936-1945) », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 184 | octobre-décembre 2018, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 11 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/45125> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.45125>

Ce document a été généré automatiquement le 11 janvier 2022.

© Archives de sciences sociales des religions

Paul PRESTON, Une guerre d'extermination, Espagne (1936-1945)

Paris, Belin, coll. « Contemporaines », 2016, 848 p.

François Weiser

RÉFÉRENCE

Paul PRESTON, Une guerre d'extermination, Espagne (1936-1945), Paris, Belin, coll. « Contemporaines », 2016, 848 p.

- 1 Autant le dire d'emblée. Ce livre est un choc, et sa lecture ne laisse pas indemne. Le flot des violences dont il essaye de rendre compte s'appuie sur des matériaux innombrables, précis. Pas de place pour l'approximation et les généralités. L'ouvrage est le fruit d'une collecte de trente ans par l'auteur, spécialiste de l'Espagne contemporaine, et s'appuie aussi sur les multiples travaux d'historiens locaux qui essayent de restituer à l'Espagne contemporaine une partie de ce passé très soigneusement enfoui. Ces pages ne laissent pas d'interroger les abîmes au bord desquels tant de vies ont basculé, et sombré. Le titre français laisse déjà pressentir l'horreur de ces années et le caractère éminemment politique d'un projet qui vise à éliminer une catégorie d'humains sur des critères strictement politiques. Il a suffi à des centaines de milliers d'Espagnols d'avoir professé des idées d'égalité et de justice, ou d'avoir aimé celles et ceux qui les professaient, pour être pris dans la tempête.
- 2 Mais le titre anglais, *The Spanish holocaust* (l'historiographie française a largement renoncé au mot « holocauste » aujourd'hui, et emploie davantage les mots de Shoah ou d'extermination systématique à propos du génocide des populations juives d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale ; d'où, peut-être, le glissement dans la traduction du titre en français), évoque encore plus directement la nausée qui nous saisit à la description des mécanismes implacables de mise à mort et de destruction de toute

humanité par le fascisme espagnol qui part à la conquête d'un territoire, de ses populations, et du pouvoir, victorieusement. Le caractère systématique d'un nettoyage « ethnico-politique » trouve son écho dans la carte des déplacements meurtriers des Einsatzgruppen en Europe de l'Est, quelques années plus tard, dans ce que l'on nomme aujourd'hui la Shoah par balle.

- 3 Plusieurs pages montrent d'ailleurs explicitement comment ce projet politique d'une « Reconquista » qui laverait l'Espagne visait à la purifier d'un complot judéo-maçonnique dont le centre restait Moscou. Les Républicains étant pour les phalangistes et leurs alliés le fruit mauvais d'une internationale libérale ou bolchevique, la « purification » est présentée comme nécessaire. Elle s'inscrit, d'une part, dans une pratique militaire, celle des massacres commis par l'Espagne coloniale au Maroc, dont les troupes (les *Africanistas*) jouent un rôle essentiel dans la rébellion contre l'Espagne républicaine ; d'autre part, dans les haines d'une extrême-droite européenne dont un des ouvrages de référence reste « le protocole des Sages de Sion ». Le pari fou de Franco, un pari tragiquement réussi, pour le temps en tout cas de son pouvoir, a été de présenter aux Espagnols et au monde entier cette politique d'extermination comme une œuvre de « rédemption ».
- 4 Ce livre est donc susceptible de plusieurs lectures. On peut l'envisager comme relevant tout à la fois de l'histoire politique, de l'histoire militaire, et de l'histoire religieuse. C'est le versant religieux de cette histoire que nous choisissons d'évoquer dans ces lignes. Rarement en effet ont été à ce point documentés, et l'engagement massif du clergé espagnol dans le soutien à ce mouvement de type fasciste qu'a été le phalangisme, et, en contrepoint, l'extraordinaire diversité des situations locales, des engagements concrets de prêtres, de religieux ou de religieuses, de destins individuels aux trajectoires très différentes.
- 5 Le premier point est une contribution essentielle à l'histoire de l'Église catholique pré-conciliaire : il souligne à quel point le clergé, et à sa tête l'épiscopat espagnol, apporte majoritairement sa caution morale et son soutien à des crimes de masse, voire, dans certains cas, participe activement à ces crimes. L'idée d'une liberté d'adhésion à la religion, celle de l'autonomie de la sphère politique, voire de la vie sociale par rapport à la religion dominante, le catholicisme, mises en place par la République, selon des modalités différentes en fonction des régions, ont littéralement révolté l'épiscopat espagnol, qui, dès 1937, prend une position commune publique en faveur des rebelles. Mgr Polanco, qu'un Républicain interroge après son arrestation, n'a qu'un regret : que cette déclaration n'ait pas été faite un an plus tôt, au tout début de la rébellion. Comme Franco, ce clergé voit dans l'extermination de ses adversaires, même prisonniers et vaincus, une œuvre de rédemption en vue du bien de l'Espagne.
- 6 Le deuxième aspect remarquable du travail de Preston est de faire, hors de toute histoire partisane précisément, le recensement le plus exhaustif possible des meurtres dont ce même clergé a été victime, quelles que soient les appartenances de ceux qui les exécutent. Il arrive ainsi au chiffre de 6 000 morts pour les clercs, religieux ou religieuses, en zone républicaine. Il souligne aussi la grande diversité des situations en fonction d'un contexte politique de déstabilisation complète des institutions juridiques et policières. Alors que les dirigeants de la République peinent à maintenir un appareil d'État digne de ce nom, ils agissent dès qu'ils le peuvent pour rétablir les normes d'un État de droit, criminalisant par exemple toutes les exécutions extra-judiciaires. Il montre comment les compétitions locales entre les courants socialistes, communistes

et anarchistes, et la personnalité locale des responsables et des militants, peuvent rendre compte de ces morts ; mais il n'y a en aucun cas une politique systématique d'élimination du clergé, organisée par le haut, dans un contexte pourtant de terreur – quand les réfugiés des zones conquises par les franquistes propagent une panique parmi les populations civiles.

- 7 Les foules en colère ou effrayées par les récits de massacre, ou les militants anarchistes violemment anticléricaux ne sont pas les seuls à s'en prendre à des clercs ou religieux. Nombre de prêtres sont également assassinés par des militaires, des carlistes ou des phalangistes, dès lors que leur agenda pastoral est assimilé à une prise de position politique et à une contamination par des idées libérales ou, pire, socialistes. Il suffit ainsi pour être exécuté d'avoir soutenu des ouvriers agricoles privés de revenus par des grands propriétaires terriens pendant des mois, ou bien d'avoir encouragé la restitution aux paysans pauvres des terrains communaux privatisés par les mêmes latifundistes à la fin du XIX^e siècle. Parfois, banalité du mal, des prêtres sont éliminés pour des conflits strictement locaux, jalousies, querelles de personnalités à l'échelle d'un village. Même des prêtres phalangistes, volontaires pour le combat, se font assassiner par ceux qu'ils ont rejoints : il leur suffit pour cela d'avoir voulu mettre une limite morale à l'extermination en cours, ou d'avoir demandé que des garde-fous juridiques soient instaurés. Le cas du jésuite Huidobro est exemplaire en cela.
- 8 Par ce jeu d'échelle, du régional au local, du collectif à l'individuel, le tableau dressé par Preston est saisissant. Ce qui se passe en Navarre, terre catholique traditionaliste, n'a rien à voir avec ce qui se passe au pays basque : si les deux territoires sont proches sur leur rapport au catholicisme, le simple fait que le pays basque soit aussi le lieu d'expression d'un nationalisme, d'un particularisme, suscite une répression d'une férocité sans mesure. Le fait, par exemple, de prêcher ou même de parler basque, pour un prêtre, vaut persécution. La Catalogne, l'Andalousie sont également analysées du point de vue de leurs particularités. Ces changements d'échelle permettent bien sûr une compréhension plus fine des mécanismes d'extermination ; ils rendent possible, par l'étude fréquente des écarts à la norme, de proposer des explications plus riches sur l'ensemble de la période.
- 9 Ces allées et venues entre une identité religieuse collective, des nuances régionales, les identités religieuses singulières de ceux des personnages que l'on croise de plus près (clercs et laïcs, ce n'est pas un des moindres apports de l'ouvrage), poussent à questionner le rapport entre religieux et politique. Ce qui émerge n'est pas d'abord une théorie politique de la place du religieux, ou, symétriquement, une théologie de la place du politique, de la cité. L'auteur ne cherche à aucun moment à théoriser sur la primauté du spirituel ou du politique ; au plus près des parcours biographiques, il aborde ce rapport autrement, en mesurant l'ambivalence extrême qui le constitue. En schématisant, on pourrait dire que différents usages du religieux sont faits. Le religieux peut être mobilisé pour absolutiser, voire sacraliser les représentations des uns, leurs positions politiques. On se trouve alors du côté de la foi comme adhésion à un contenu normatif. C'est le pôle de la certitude. Le religieux peut aussi fonctionner autrement, comme une instance critique ultime, qui désacralise toute certitude, et ne peut admettre aucun système normatif comme norme absolue. Ce pôle n'est pas celui du doute ou du relativisme. Il est celui de la dépossession et de la perte. En rompant avec l'objectivisme et le subjectivisme, cette analyse historique du rapport à l'autre dans ce contexte de guerre réévalue en permanence les relations entre les mondes sociaux

impliqués et les tensions qui se font jour dans les pratiques concrètes du religieux par des individus.

- 10 De manière incidente, parce qu'il évoque plusieurs fois la question des procès de béatification ou de canonisation engagés par l'Église pour des clercs ou des religieuses morts pendant les années de la conquête du pouvoir par Franco, l'ouvrage de Preston pose enfin la question de la fabrique des saints par l'Église. Cette fabrique a une fonction évidemment politique, et promeut un ordre social et culturel. Mais elle peut s'analyser à partir des acteurs impliqués dans ce processus. L'épilogue de *La guerre d'extermination* analyse les tensions liées à l'enfouissement et à la résurgence des mémoires de la guerre, et au biais introduit de façon durable dans l'histoire et les représentations par la mémoire officielle du franquisme. Il est difficile de ne pas s'interroger sur la vague des canonisations de clercs liés au franquisme dans les années 1990, au moment où de nombreux prélats de l'Opus Dei sont à des postes-clés, notamment au sein de la Congrégation pour la cause des saints. Ainsi Álvaro del Portillo, prélat de l'Opus Dei, carliste lui-même pendant les années 1930, et mobilisé dans l'armée franquiste, plusieurs fois décoré (médaille de la Campagne 1936-1939, Croix de l'ordre du mérite militaire, Croix de guerre pour les officiers), est-il consultant dans cette congrégation de 1982 à 1994. Or la liste des martyrs choisis par l'Église confirme l'enquête de Paul Preston.
- 11 Deux cas, à pratiquement cinquante années d'intervalle, soulignent l'extrême ambiguïté des choix de l'Église, du côté de ses instances administratives. En 1947, un procès est ouvert pour étudier la figure du prêtre jésuite Huidrobo, déjà évoqué plus haut. L'enquête montre vite que, contrairement aux affirmations propagées par les franquistes, Huidrobo, partisan de la lutte contre la République, a été assassiné par un légionnaire franquiste, en partie parce qu'il persistait à dénoncer les massacres commis par son propre camp. Devant cette découverte, le Vatican classe l'affaire. En 1995 en revanche, Mgr Polanco, évêque de Teruel est béatifié. Son silence, voire sa complicité dans des actes de barbarie, occupe quatre pages terribles du chapitre XII, « Franco et la guerre d'annihilation ».
- 12 Dès lors, se pose nécessairement la question de l'implication de l'Église dans les conflits de mémoire. Au-delà de la place de l'Église dans le conflit, et largement dans un des camps en présence, il est frappant de voir que l'institution perpétue ainsi son engagement dans une vision militante héritée du franquisme. L'Église ne s'expose-t-elle pas ainsi à voir se creuser davantage encore le fossé avec la société espagnole, au moment précisément où les travaux des historiens réévaluent de façon rapide, et drastique, le récit de cette guerre ? Ce cas n'est-il pas exemplaire de la difficulté de l'Église, comme dans d'autres dossiers épineux, à éviter les conflits d'intérêt, en se faisant ouvertement juge et partie ?
- 13 Une dernière remarque, plus générale, en guise de conclusion. Le sous-titre choisi donne un cadre chronologique trop restrictif par rapport au contenu de l'ouvrage. La première partie tout entière, soit quatre chapitres, présente de façon précise ce qu'il faut bien appeler la lutte des classes, menée de façon systématique, y compris par la pratique du terrorisme, par les classes dominantes, pendant toutes les années de la République, depuis 1931. Le rôle des royalistes (en particulier les carlistes), et des phalangistes, souvent avec la complicité active d'élus, de militaires, soldats et gardes civils servant sous les drapeaux de la République, jette une lumière crue sur la naïveté et les divisions des Républicains dans cette décennie cruelle. De même, le chapitre XIII

en entier ouvre des pistes très riches sur la perpétuation de l'extermination et de la discrimination dans la société espagnole au-delà de la victoire des franquistes en 1939.